

Genève

Jeudi 1 septembre 2011

Une trentaine d'apprentis profs se retrouvent sur le carreau

ENSEIGNEMENT • Ils devaient commencer leur formation en philo, droit, chimie, italien ou espagnol. Ils ont appris cet été que leur filière était suspendue.

L'Institut universitaire de formation des enseignants (IUFE) leur a claqué la porte au nez. Début juillet, 33 aspirants-professeurs en chimie, droit, philosophie, italien et espagnol ont reçu une lettre leur annonçant que leur formation avait été supprimée, pour une durée indéterminée, et ce malgré des inscriptions en bonne et due forme au printemps dernier. Les cours devaient débiter en septembre. Deux mois pour se retourner, c'est peu. Et encore, pour ceux qui n'étaient pas en vacances au moment de recevoir la missive...

C'est ce qui est arrivé à Michel*. Alors qu'il termine son master en chimie, l'étudiant dépose son dossier courant avril. Dans les jours qui suivent, il reçoit un accusé de réception lui demandant de patienter pour connaître la suite donnée à son inscription. Il part en vacances le cœur léger. Erreur. Une lettre datée du 8 juillet met fin à ses espoirs de carrière. «Le nombre de personnes déjà titulaires du CCDIDA (le Certificat complémentaire en didactique de la discipline et sciences de l'éducation) dans votre discipline (...) est tel qu'il n'y a pas nécessité pour nous d'ouvrir la formation dans ces disciplines en 2011-2012.»

«Les étudiants ont été mis devant le fait accompli. Attendre le milieu de l'été pour les avertir que leur filière ne sera pas reconduite à la rentrée est juste inacceptable, et le meilleur moyen d'éviter toute mobilisation», constate, amer, Jonathan Baud, secrétaire permanent du syndicat étudiant CUAE. Une décision unilatérale qui, en outre, contrevient selon lui au libre choix des études.

Manque de débouchés

«La situation est exceptionnelle», se défend le directeur de l'IUFE, Bernard Schneuwly. «L'enseignement de première année dans ces cinq filières est suspendu, non pas supprimé.» Les raisons de cette volte-face de dernière minute? Le manque de places de stage, et plus généralement de postes d'enseignement à pourvoir dans ces disciplines à faible dotation horaire. Près de la moitié des étudiants formés ces deux dernières années dans les cinq filières désormais suspendues, soit vingt-cinq personnes, n'ont pas trouvé de stage et ne peuvent par conséquent poursuivre leur deuxième année de formation.

«Nous voulons éviter de mettre sur le marché des personnes qui se retrouveront ensuite sans débouchés et ne pourront pas terminer leur formation», ajoute Bernard Schneuwly.

Pris au dépourvu par la réponse tardive de l'institut, Michel a orienté ses recherches dans le secteur privé. «Je peux comprendre qu'on ferme une formation par manque de débouché, mais le délai pour nous donner cette information est scandaleux», commente-t-il.

Fabriquer des déçus

Auparavant, la formation n'était dispensée qu'à partir du moment où les futurs enseignants avaient obtenu une place, rappelle Marie-Claude Sawerschel, directrice du collège de Saussure et responsable de l'enseignement de la philosophie pour le Collège de Genève. «En inversant le processus, on a créé un appel d'air. Tout le monde peut s'inscrire... jusqu'au moment où on constate un 'bouchon' au niveau de l'emploi. Au final, on suscite de l'enthousiasme et on fabrique des déçus. On comprend que ça ne passe pas inaperçu.»

Valérie* a eu plus de chance. Inscrite à l'IUFE dans deux filières, elle a dû laisser tomber ses espoirs de pouvoir enseigner l'espagnol. Une conseillère lui a proposé d'obtenir un bachelor dans une autre branche. Traduire: trois ans d'études supplémentaires. Quant à Antoine*, qui doit bientôt obtenir son brevet d'avocat mais avait décidé d'orienter sa carrière vers l'enseignement, il se dit dégoûté. La faute au manque de transparence de la direction de l'IUFE. A la question de savoir s'il y avait une liste d'attente, s'il pouvait rester inscrit pour la volée suivante, la réponse est négative. On lui a fait comprendre que la situation est amenée à durer, sans plus de détails. Par contre, l'IUFE assure que priorité sera donnée aux personnes qui se sont formées en première année durant l'année 2009-2010 et 2010-2011.

Manque de transparence

Et la suite? «Il est hautement probable que nous rouvrions ces filières dans une année ou deux. Ces formations pourraient tourner entre les différents cantons comme c'est le cas aujourd'hui pour l'histoire de l'art», estime Bernard Schneuwly. Quant à une éventuelle pénurie d'enseignants, elle est inenvisageable, selon le directeur de l'IUFE.

Les trois candidats malheureux saluent le désir de l'institut de garantir un débouché à ses diplômés. En revanche, son manque de transparence et la lenteur de ses délais font l'unanimité. I

*Prénoms d'emprunt.